

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 17/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Société LAUROT

ZI Le Parquet

Rue Clément RATEL

73300 SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE

Références : 20230717_RAP_InspICPE-Reco-LAUROT-v01

Code AIOT : 0006104464

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 mai 2023 du site anciennement exploité par la société LAUROT et implanté rue Clément RATEL, ZI Le Parquet sur la commune de SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE (73 300). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la construction de la future Ligne Nouvelle faisant partie du projet de liaison ferroviaire Lyon-Turin, l'entité TELT, promoteur public en charge de la réalisation, puis la gestion de la section transfrontalière, a acquis en 2016 le terrain « LAUROT ». Ce terrain abritait une casse automobile, dont plusieurs activités étaient soumises à enregistrement ou autorisation au titre de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

D'un point de vue réglementaire, la cessation d'activité a été déclarée par l'ancien exploitant, mais la procédure de cessation n'a pas été menée à son terme. En effet, l'acte de vente du terrain à l'état (puis rétrocédé à TELT) qui a été signé le 14/10/2016 indiquait : « *l'acquéreur dispense expressément le vendeur de produire un audit environnemental relatif à la dépollution du terrain et fera son affaire personnelle de tous travaux éventuels nécessaires à cet égard* ».

En 2020, date à partir de laquelle le réaménagement se sont précisé en cohérence avec le projet de la future ligne ferroviaire Lyon-Turin affectant cette parcelle, l'inspection des installations classées a sollicité TELT en sa qualité de détenteur du foncier du terrain pour conduire un diagnostic des sols

et sous-sols du site, avec proposition de remise en état si nécessaire. Les études puis les travaux associés ont été conduits en 2022 et 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société LAUROT
- ZI Le Parquet, rue Clément RATEL, 73300 SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE
- Code AIOT : 0006104464
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAUROT a régulièrement exploité, sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 février 1993, un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux ainsi qu'une installation de stockage de véhicules automobiles usagés au titre de la rubrique 286 de la nomenclature des installations classées.

Un arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2013 est venu actualiser le tableau des activités exercées sur le site au regard de la nomenclature ICPE alors vigueur pour les rubriques ci-dessous :

- 2718-1. « tri, transit et regroupement de déchets métalliques dangereux » - Autorisation ;
- 2713-1. « tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux » - Autorisation ;
- 2712-1b. « entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports » - Enregistrement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Cette visite a eu pour principal objectif d'apprécier les études et statuer sur les travaux réalisés, en vue d'acter de manière définitive la cessation d'activité de la société LAUROT et de pouvoir en délivrer un Procès-Verbal de récolement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation d'activité (initiation)	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1 (I)	/	Sans objet
2	Cessation d'activité (notification et mise en sécurité)	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1 (II)	/	Sans objet
3	Libération des terrains (usages connus)	Code de l'environnement du 20/07/2014, article R. 512-39-3 (I)	/	Sans objet
4	Cessation d'activité (état du site)	Code de l'environnement du 20/07/2014, article R. 512-39-1 (III)	/	Sans objet
5	Libération des terrains (procès-verbal de récolement)	Code de l'environnement du 20/07/2014, article R. 512-39-3 (III)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site était soumis à autorisation. Sa cessation d'activité intervenant à partir du 15 novembre 2016 a été notifiée au Préfet de la Savoie par la société LAUROT, par courriel du 16 octobre 2016. Ainsi, et bien que le diagnostic environnemental et les travaux aient été conduits par le propriétaire actuel des terrains en 2022 et 2023, le constat de réalisation des travaux de remise en état est soumis à la délivrance d'un procès-verbal (dit « de récolement ») au titre de l'article R. 512-46-27 du Code de l'environnement, dans sa forme antérieure à celle entrée en vigueur au 1er juin 2022 dans le cadre de la loi ASAP¹.

¹ – La loi d'Accélération et de simplification de l'action publique est venue réformer la commande publique

Les études produites par TELT ont été conduites de manière conforme à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués mise à jour en avril 2017 et conformément à la norme NF X 31-620-2 actualisées en décembre 2021 « Prestations de services relatives aux sites et sols pollués (Exigences dans le domaine des prestations d'études, d'assistance et de contrôle) ».

Les propositions de gestion paraissent proportionnées aux enjeux, compte tenu de l'usage futur du site. Les travaux, bien documentés, apparaissent avoir été réalisés dans les règles de l'art. Dans ces conditions, le présent rapport vaut procès-verbal de récolement de l'arrêté du 23/02/1993 pris au bénéfice de la SARL LAUROT.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité (initiation)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1 (I)
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif et remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
Constats : L'exploitant a dûment notifié, par courrier du 16 octobre 2016 adressé à M. Le Préfet, sa cessation définitive d'activité à compter du 15 novembre 2016.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Cessation d'activité (notification et mise en sécurité)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1 (II)
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif et remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : <ul style="list-style-type: none"> 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : Malgré les conditions particulières de cession, la convention de cession du terrain signée entre l'état et le propriétaire précédent précise en pages 18 que « <i>le vendeur doit supporter le coût de l'élimination des déchets, s'il en existe...</i> ». <p>Ainsi et par courrier du 2 janvier 2017, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées l'ensemble des bordereaux d'évacuation des déchets.</p> <p>Il a indiqué que le site est clôturé et fermé.</p> <p>Il a précisé que celui-ci n'est pas équipé de cuves de stockage de carburant.</p> <p>La visite objet du présent rapport n'a pas mis en évidence de présence manifeste de déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Libération des terrains (usages connus)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/07/2014, article R. 512-39-3 (I)
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif et remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment : <ul style="list-style-type: none">1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.
Constats : L'usage futur du site a été défini par le décret du 18 décembre 2007, lequel porte Déclaration d'Utilité Publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation de la liaison ferroviaire Lyon-Turin entre Saint-Jean-de-Maurienne et la frontière Fraco-Italienne, incluant la bande de terrains comprenant le site (emplacement réservé n°15). Cependant, la convention de cession du terrain signée entre l'état et le propriétaire précédent précise, en pages 18 et 19, que « <i>l'acquéreur dispense expressément le vendeur de produire un audit environnemental relatif à la dépollution du terrain et fera son affaire personnelle de tous travaux éventuels nécessaires à cet égard</i> ». Ainsi, l'exploitant n'a pas eu à garantir qu'il plaçait ce site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, au-delà de l'évacuation des déchets et de la suppression des risques d'incendie et d'explosion évoquées au constat précédent.
Observation : La société TELT, nouveau propriétaire de ce site, a transmis à l'inspection des installations classées, par courriel du 03/05/2022, le rapport de diagnostic environnemental des sols (phase 3) pour le site Laurot, référencé "09C_RA01_--_0_RE_AM_000002_0". Le diagnostic environnemental réalisé par EnvirEauSol a porté sur de 28 sondages carottés menés à des profondeurs comprises entre 1,0 et 3,0 mètres. Il a mis en évidence des impacts en hydrocarbures au droit des sondages S8, S16 et S23 avec respectivement des concentrations de 1600, 590 et 1800 mg/kg MS en hydrocarbures totaux C10-C40. Le sondage S8 présentait des impacts en métaux sur brut notamment sur le cuivre, plomb et zinc. Sur ce même sondage, le fluorure sur éluât dépassent les seuils inertes avec une concentration à 140 mg/kg.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Cessation d'activité (état du site)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1 (III)
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif et remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
Constats : Par courriel du 10/07/2023, la société TELT a transmis les différents éléments attestant de la réalisation des travaux préconisés dans le diagnostic environnemental, qui ont principalement porté sur la purge des trois zones contaminées en hydrocarbures au-delà du seuil ISDI de 500 mg/kg en hydrocarbures. Ces travaux ont été réalisés par la société Eiffage GC Infra Linéaires / Établissement Forézienne, sous la maîtrise d'œuvre de SETEC Bâtiment. Le rapport de fin de travaux et les plans transmis à l'appui précisent : <ul style="list-style-type: none">• pour la gestion des déchets : 13 morceaux de l'ancienne roue de coupe du tunnelier FEDERICA étaient présents sur site. De par leur taille et leur poids, les éléments n'étaient pas transportables en l'état. Ils ont donc été chalumés par DEMCY en morceau de taille réduite afin de pouvoir être transportés et évacués en centre de revalorisation de ferraille.• pour la gestion par excavation et évacuation en filière agréée :<ul style="list-style-type: none">◦ préalablement au terrassement, la dalle béton qui recouvrait S23 a été démolie. Les bétons issus de cette démolition ont été mis en stock dans l'attente de leur évacuation en centre de type ISDI+ ; ils étaient en cours d'évacuation lors de la visite d'inspection ;◦ une excavation de 234 m³ a été faite au droit de S8 ;◦ une excavation de 316 m³ a été faite au droit de S23 ;◦ des contrôles ont été réalisés en flancs et fonds de fouilles pour délimiter les zones à excaver et garantir l'absence de pollutions résiduelles, après travaux, sur ces zones.• concernant le bac de réception des eaux usées :<ul style="list-style-type: none">◦ les eaux et boues contenues dans la fosse ont été hydrocurées le 27/04/2023 : 5,74 t. d'eaux et 2,50 t. de boues souillées aux hydrocarbures ont été évacuées ;◦ la découverte d'une sur-verse donnant directement en terre a conduit à l'excavation de 144 m³ supplémentaires, faite au droit de S16 ;◦ les flancs et fonds de fouilles ont été contrôlés comme indiqué plus haut ;◦ La fosse a été démantelée et ses bétons ont été concassés et analysés. Cette analyse montre un dépassement des seuils ISDI pour le paramètre HCT C10-C40 avec une concentration de 600 mg/kg (seuil à 500 mg/kg) ; ces bétons ont donc été évacués comme ceux de la dalle recouvrant S23. Les différents bordereau correspondant à ces opérations ont été contrôlés. Par ailleurs, de la Buddleia de David était présente sur site et a été gérée dans le cadre des travaux avant évacuation comme déchet en centre de traitement adapté. Le remblaiement des fouilles a été réalisé du 02/05 au 03/05/2023. Les matériaux de remblaiement ont été mis à disposition par le TELT et proviennent du site de stockage de Saint-Félix à Saint-Martin-de-la-Porte (73) : il s'agit des lots n°1 des matériaux alluvionnaires et n°2 des MATEX SMP4 , qui respectaient les seuils ISDI et les valeurs seuils de niveau 1 du guide du BRGM pour les métaux lourds sur brut.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Libération des terrains (procès-verbal de récolement)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/07/2014, article R. 512-39-3 (III)
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif et remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet. L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.
Constats : La visite de site a permis de constater le remblaiement des différentes zones excavées et l'évacuation des déchets du site (celles des bétons concassés étaient en cours). En cohérence avec les documents transmis, la situation constatée permet le délivrance du procès-verbal de réalisation des travaux de réhabilitation du site, mis dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette la réalisation des ouvrages nécessaires à la réalisation de la liaison ferroviaire Lyon-Turin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe photographique
Communicable au public

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible (1)
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : aucun

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité (notification et mise en sécurité)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/11, article R. 512-39-1 (II)



Vue panoramique du site depuis la rue Clément RATEL



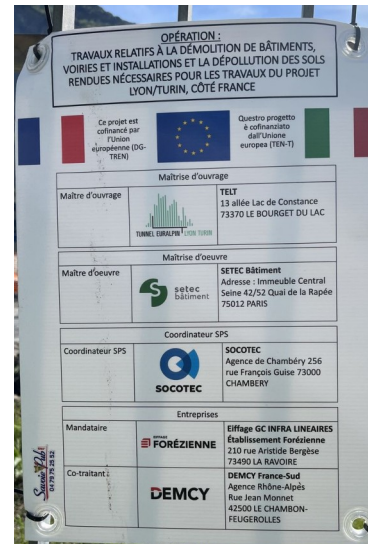
Vue panoramique du site.

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité (notification et mise en sécurité)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/11, article R. 512-39-1 (II)



Vue de l'ancienne zone de stockage fer (S8)



Pancarte d'entrée



Bétons concassés issus de la fosse



Bétons concassés issus de la dalle



Évacuation des déchets de béton

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/07/14, article R. 512-39-3 (I)

